



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Réf. : MS\_2024\_30\_CP\_07

Date : lundi 30 septembre 2024

**DIRECTRICE**  
EHPAD LES JARDINS DE MEDICIS  
1 CHEMIN DU FANFOUSSINQUE BP 44  
30350 MILHAUD

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

**V/Réf :** Votre mail du 01/08/2024

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 09/07/2024, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Dans le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques ci-joints, les prescriptions et recommandations sont levées.

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

  
**Didier JAFFRE**

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

## Tableau de synthèse des écarts et des remarques

### Contrôle sur pièces de l'EHPAD LE JARDIN DE MEDICIS situé à MILHAUD (30540)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*



aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.				<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>		
--	--	--	--	---	--	--

Remarques (3)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	N° de Pièces Jointes	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS Maintenue : 0 Levées : 3
<b>Remarque 1</b> La structure ne dispose pas d'une convention formalisée avec une pharmacie d'officine. Procédure en cours.	Art. L.5126-10 II du CSP	<b>Recommandation 1</b> Bien vouloir transmettre la convention avec la pharmacie d'officine dès signature.	<b>Délai : 2</b> mois	[REDACTED]	7	Recommandation levée
<b>Remarque 2 :</b> La structure ne dispose pas de procédure de prévention du risque iatrogénie.	<u>Prise en charge médicamenteuse en EHPAD :</u> ANESM - Juin 2017	<b>Recommandation 2 :</b> La structure est invitée à élaborer et mettre en œuvre une procédure de prévention du risque iatrogénie. Transmettre la procédure à l'ARS.	<b>Délai : 6</b> mois	[REDACTED]	8,9	Recommandation levée
<b>Remarque 3 :</b> La structure n'a pas signé des conventions de	Art. L311-8 du CASF	<b>Recommandation 3 :</b> La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat	<b>Délai : 6</b> mois	[REDACTED]	10	Recommandation levée

partenariat avec une unité de soins palliatifs et/ou une EMSP.	Art. D311-38 du CASF	avec une unité de soins palliatifs et/ou une EMSP.		<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>		
--	----------------------	--	--	---	--	--